

**Extrait du**  
**Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Identifiant juridique : BOI-INT-CVB-CHE-30-12/09/2012

Date de publication : 12/09/2012

**INT - Accord entre la France et la Suisse concernant le traitement fiscal  
des libéralités faites dans des buts désintéressés**

---

**Positionnement du document dans le plan :**

[INT - Fiscalité internationale](#)

[Conventions bilatérales](#)

[Titre 108 : Suisse](#)

[Chapitre 3 : Accord concernant les libéralités faites dans des buts désintéressés](#)

**1**

Le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Unterwald-le-Haut, Glaris, Zoug, Fribourg, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Vaud et Neuchâtel, ont signé à Paris le 30 octobre 1979 un accord concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés.

La [loi n° 81-1078](#) du 8 décembre 1981 (JO du 9 décembre 1981, p. 3351) a autorisé l'approbation de cet accord qui a été publié par le [décret n° 82-185](#) du 18 février 1982 (JO du 26 février 1982, p. 682).

Cet accord est entré en vigueur le 5 janvier 1982.

L'article 4 de l'accord prévoit que les stipulations qu'il comporte se sont appliquées pour la première fois aux donations intervenues et aux successions ouvertes à compter du 5 janvier 1982.

**10**

Conformément au paragraphe 2 de l'article 4, le Conseil fédéral suisse a notifié au Gouvernement de la République française l'adhésion à l'accord du 30 octobre 1979 concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés :

- du canton du Tessin, le 29 novembre 1982, et

- du canton de Genève, le 16 juin 1993.

Ces notifications ont été publiées par le [décret n° 94-913](#) du 18 octobre 1994 (JO du 25 octobre 1994, p. 5144).